

A.F.I. Solutions
société par actions simplifiée au capital de 30 000 euros
siège social : 10 rue André Ampère – Parc d'Activité du Vert Galant - 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
801 468 182 RCS Pontoise

STATUTS

Mis à jour suite aux décisions unanimes des associés en date du 17 octobre 2024

Certifiés conformes
Le Président

 Jérôme Ménard

A.F.I. Solutions

société par actions simplifiée au capital de 30 000 euros

siège social : 10 rue André Ampère – Parc d'Activité du Vert Galant - 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
801 468 182 RCS Pontoise

La société A.F.I. Solutions a été constituée sous la forme d'une Société par Actions Simplifiée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21 mars 2014.

A compter de cette date, elle est régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts (les « **Statuts** »), lesquels sont le cas échéant complétés par tout accord extrastatutaire conclu entre les associés (ci-après le « **Pacte d'Associés** »).

Die GESELLSCHAFT A.F.I. Solutions wurde am 21. März 2014 in Form einer vereinfachten Aktiengesellschaft im Rahmen einer privatschriftlichen Urkunde gegründet.

Ab diesem Datum unterliegt sie den geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften sowie der vorliegenden Satzung (die „**SATZUNG**“), die gegebenenfalls durch eine zwischen den Gesellschaftern geschlossene außergerichtliche Vereinbarung (im Folgenden die „**GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG**“) ergänzt wird.

Article 1 – Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi que par les Statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Lorsque les actions de la Société sont détenues par un seul associé, les décisions relevant de la collectivité des associés sont dévolues à l'associé unique.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi.

Article 2 – Objet

La Société a pour objet, en France, et à l'étranger :

- la vente, la conception, la fabrication, l'installation, la formation et la maintenance de systèmes de détection et de protection incendie et tous les travaux annexes s'y

Artikel 1 – Rechtsform

Die GESELLSCHAFT ist eine vereinfachte Aktiengesellschaft frz. Rechts, die den geltenden gesetzlichen Bestimmungen, sowie dieser SATZUNG unterliegt.

Die GESELLSCHAFT wird in der gleichen Form mit einem oder mehreren Gesellschaftern betrieben. Werden die AKTIEN der GESELLSCHAFT von einer Alleingesellschafterin gehalten, so sind die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung der Alleingesellschafterin zugewiesen.

Sie kann die Wertpapiere weder der Öffentlichkeit zum Erwerb anbieten noch ihre AKTIEN zum Handel auf Märkten, die von staatlich anerkannten Stellen geregelt und überwacht werden, zulassen. Sie kann jedoch die im Gesetz definierten Angebote vornehmen.

Artikel 2 – Zweck

Der Zweck der GESELLSCHAFT ist in Frankreich, und im Ausland:

- Verkauf, Entwurf, Herstellung, Installation, Schulung und Wartung von Brandmelde- und Brandschutzsystemen sowie alle damit zusammenhängenden Nebenarbeiten;

rapportant ;

- l'assemblage et la soudure de tous types d'aciers, carbone, inox, cupro-nickel ou aluminium ;
 - la conception d'armoires et de câblages électriques d'atelier et de chantier, ainsi que le génie civil et le négoce des produits concernés ;
 - les travaux de peinture industrielle et de revêtements spécifiques ;
 - la fabrication, la transformation et l'aménagement de containers ;
 - la fabrication et l'installation de tours ;
 - l'achat, la vente, la prise en location-gérance, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens et sous quelque forme que ce soit à toutes sociétés constituées ou en formation, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
 - et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières concourant, directement ou indirectement, à la réalisation de son objet ou susceptibles d'en favoriser le développement,
- Montage und Schweißen aller Arten von Stahl, Kohlenstoff, Edelstahl, Kupfernickel oder Aluminium;
 - die Planung von Schaltschränken und elektrischen Verkabelungen in Werkstätten und auf Baustellen sowie im Tiefbau und der Handel mit den entsprechenden Produkten;
 - industrielle Lackierarbeiten und spezielle Beschichtungen;
 - Herstellung, Umbau und Einrichtung von Containern;
 - Herstellung und Installation von Drehmaschinen;
 - Kauf, Verkauf, Pacht, Verwaltung, direkte oder indirekte Beteiligung mit allen Mitteln und in jeder Form an allen Gesellschaften, die gegründet wurden oder gegründet werden, die den gleichen oder einen ähnlichen oder verwandten Gegenstand haben;
 - im Allgemeinen, die Ausübung aller gewerblichen, industriellen, finanziellen, beweglichen oder unbeweglichen Geschäfte, welche den Gesellschaftszweck oder ihre Entwicklung unmittelbar oder mittelbar fördern,

le tout directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles et de succursales, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou mise en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.

alles direkt oder indirekt, im eigenen Namen oder im Namen Dritter, entweder allein oder mit Dritten, durch Gründung neuer Unternehmen und Zweigniederlassungen, Einlagen, Kommanditgesellschaften, Zeichnungen, Erwerb von Wertpapieren oder Gesellschaftsrechten, Verschmelzungen, Allianzen, Joint Ventures oder Vermietung oder Verwaltung von Eigentum oder Rechten oder auf andere Weise.

Article 3 – Dénomination

La Société a pour dénomination sociale :

« **A.F.I. Solutions** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit

Artikel 3 – Firma

Die GESELLSCHAFT trägt die Bezeichnung:

„**A.F.I. Solutions**“.

Alle von der GESELLSCHAFT ausgestellten Urkunden und Dokumente, die für Dritte bestimmt

être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

sind, müssen unmittelbar vor oder nach der Bezeichnung der GESELLSCHAFT den Vermerk „*société par actions simplifiée*“ (vereinfachte Aktiengesellschaft) oder die Initialen „SAS“, sowie die Höhe des Gesellschaftskapitals, den Registrierungsort und die Handelsregisternummer der GESELLSCHAFT nennen.

Article 4 – Siège social

Le siège de la Société est fixé :

10 rue André Ampère – Parc d'Activité du Vert Galant – 95310 Saint Ouen l'Aumône.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de associés ou de l'associé unique.

Artikel 4 – Gesellschaftssitz

Die GESELLSCHAFT hat ihren Sitz in:

10 rue André Ampère – Parc d'Activité du Vert Galant – 95310 Saint Ouen l'Aumône.

Die Verlegung des Sitzes der GESELLSCHAFT an jeden anderen Ort wird durch Beschluss der Gesellschafter oder der Alleingesellschafterin entschieden.

Article 5 – Durée

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Artikel 5 – Dauer

Die GESELLSCHAFT besteht für neunundneunzig (99) Jahre ab dem Zeitpunkt ihrer Eintragung ins zuständige Handelsregister, sofern keine Verlängerung oder vorzeitige Auflösung eintritt.

Article 6 – Apports

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport en numéraire de la somme de **rente mille (30 000) euros**.

Lors de la fusion par voie d'absorption de la société ATELIER DE FABRICATION DE MATERIEL INCENDIE – A.F.I., société par actions simplifiée au capital de soixante-quinze mille (75 000) euros, dont le siège social est 12 rue André Ampère – Parc d'Activité du Vert Galant – 95310 Saint Ouen l'Aumône, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise sous le numéro 504 037 136, il a été fait apport du patrimoine de cette société à la Société ; la valeur de l'actif net évaluée à 101 941,86 euros n'ayant pas été rémunérée.

Artikel 6 – Einlagen

Zum Zeitpunkt der Gründung der GESELLSCHAFT wurde eine Bareinlage in Höhe von **dreißigtausend (30.000) Euro** erbracht.

Bei der Verschmelzung durch Übernahme der Gesellschaft ATELIER DE FABRICATION DE MATERIEL INCENDIE - A.F.I., einer vereinfachten Aktiengesellschaft mit einem Kapital von fünfundsiebzigtausend (75.000) Euro und Sitz in 12 rue André Ampère - Parc d'Activité du Vert Galant - 95310 Saint Ouen l'Aumône, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Pontoise unter der Nummer 504 037 136, wurde das Vermögen dieser Gesellschaft in die GESELLSCHAFT eingebracht; der Wert des auf 101.941,86 Euro bewerteten Nettovermögens wurde nicht vergütet.

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **trente mille (30 000) euros**. Il est divisé en **trois cents (300)** actions de même catégorie d'une valeur nominale de **cent (100) euros** chacune, souscrites et libérées intégralement.

Article 8 – Modifications du capital social

Le capital de la Société peut être augmenté, amorti ou réduit par décision des associés, par les moyens et selon les modalités prévus par la loi pour les sociétés anonymes.

Les associés peuvent déléguer au Comité de direction les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les délais légaux, une augmentation ou une réduction de capital, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des Statuts.

Les associés ont, proportionnellement à leur participation dans le capital social, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis en cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances.

Toutefois, les associés peuvent renoncer, à titre individuel, à leur droit préférentiel de souscription. Les associés qui décident l'augmentation de capital peuvent également supprimer ce droit préférentiel, totalement ou partiellement, dans les conditions légales.

Article 9 – Forme des titres de capital et autres valeurs mobilières

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la Société revêtent obligatoirement la forme nominative.

Artikel 7 – Grundkapital

Das Grundkapital ist auf **dreizigtausend (30 000) Euro** festgelegt. Es ist in **dreihundert (300)** gleichwertige, vollständig gezeichnete und eingezahlte AKTIEN mit einem Nennwert von je **hundert (100) Euro** AKTIE aufgeteilt.

Artikel 8 – Änderungen des Grundkapitals

Das Grundkapital kann durch Gesellschafterbeschluss erhöht, abgeschrieben oder reduziert werden, unter Anwendung der gesetzlich für Aktiengesellschaften vorgesehenen Mittel und Bedingungen.

Die Gesellschafter können dem Verwaltungsrat die notwendigen Befugnisse übertragen, um innerhalb der gesetzlichen Fristen eine Kapitalerhöhung oder -herabsetzung durchzuführen, die Bedingungen festzulegen, die Durchführung einer solchen Erhöhung oder Herabsetzung zu protokollieren und die entsprechende Satzungsänderung vorzunehmen.

Die Gesellschafter haben ein Vorzugsrecht auf die Zeichnung neuer AKTIEN, die im Falle einer Barkapitalerhöhung oder einer Ausgabe von AKTIEN ausgegeben werden, die Zugang zum Kapital verschaffen oder das Recht auf die Zuteilung von Schuldtiteln geben, und zwar im Verhältnis zu ihrem Anteil am Gesellschaftskapital.

Die Gesellschafter können jedoch individuell auf ihr Vorzugszeichnungsrecht verzichten. Die Gesellschafter, die die Kapitalerhöhung beschließen, können dieses Vorzugsrecht unter den gesetzlichen Voraussetzungen auch ganz oder teilweise aufheben.

Artikel 9 – Arten der Kapitalanteile und anderer Wertpapiere

Die Kapitalanteile und alle anderen Wertpapiere, die von der GESELLSCHAFT ausgegeben werden können, sind zwingend Namensaktien.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert dans les livres de la Société au nom de l'associé selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le président de la Société ou par toute autre personne ayant reçu délégation de celui-ci à cet effet.

Article 10 – Avantages particuliers – Actions de préférence

Les Statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La Société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

Article 11 – Transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital

11.1 DÉFINITIONS

Pour les besoins des articles 11 et 12 des présentes, les termes « Action » et « Cession » (employés indifféremment au singulier ou au pluriel) seront définis comme suit :

« **Action** » : Désigne l'ensemble des actions composant le capital social de la Société, quelle que soit leur catégorie, ainsi que tous titres à émettre pendant la durée des présentes par la Société, qu'ils soient représentatifs des droits de vote de la Société ou qu'ils donnent accès, immédiatement ou à terme (que ce soit par conversion, droit de souscription, échange ou autrement), au capital ou aux droits de

Sie werden entsprechend den in Kraft befindlichen gesetzlichen Bestimmungen und Vorschriften im Namen des Inhabers in ein Aktienbuch festgehalten.

Die Eintragungsbescheinigungen werden vom Präsidenten der GESELLSCHAFT oder jeder anderen bevollmächtigten Person wirksam unterzeichnet.

Artikel 10 – Besondere Vorteile – Vorzugsaktien

Die vorliegende SATZUNG legt keine besonderen Vorteile zugunsten Dritter fest.

Die GESELLSCHAFT kann Vorzugsaktien, die vorübergehend oder dauerhaft bestimmte Rechte jeglicher Art einräumen, mit oder ohne Stimmrecht ausgeben.

Sie kann jederzeit den Rückkauf der Gesamtheit der eigenen Vorzugsaktien oder bestimmter Arten dieser verlangen.

Artikel 11 – Übertragung der Kapitalanteile und anderer Wertpapiere, die Zugang zum Kapital gewähren

11.1 DEFINITIONEN

Für die Zwecke der Artikel 11 und 12 des vorliegenden Dokuments werden die Begriffe „Aktie“ und „Übertragung“ (die gleichermaßen im Singular oder Plural verwendet werden) wie folgt definiert:

„**Aktie**“: Bezeichnet alle AKTIEN, die das Grundkapital der GESELLSCHAFT bilden, unabhängig von ihrer Kategorie, sowie alle Wertpapiere, die während der Dauer der vorliegenden Bedingungen von der GESELLSCHAFT ausgegeben werden, unabhängig davon, ob sie Stimmrechte der GESELLSCHAFT vertreten oder ob sie sofort oder später (sei es durch Umwandlung, Bezugsrecht, Austausch oder

vote de la Société. Seront également considérés comme des Actions les droits de souscription attachés aux Actions ou aux titres susvisés, les droits d'attribution attachés aux Actions ou aux titres visés ci-dessus en cas de distribution gratuite de titres et les droits de conversion attachés aux titres visés ci-dessus.

auf andere Weise) Zugang zum Kapital oder zu Stimmrechten der GESELLSCHAFT verschaffen. Als AKTIEN gelten auch die mit den AKTIEN oder den oben genannten Wertpapieren verbundenen Zeichnungsrechte, die mit den AKTIEN oder den oben genannten Wertpapieren verbundenen Zuteilungsrechte im Falle einer kostenlosen Verteilung von Wertpapieren und die mit den oben genannten Wertpapieren verbundenen Umwandlungsrechte.

« **Cession** » : Désigne tout transfert, de tout ou partie de la propriété des Actions ou des droits qui y sont attachés, qui sont ou deviendraient la propriété des associés, par quelque mode juridique que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, entre vifs ou par décès, et notamment tout transfert qui interviendrait par ou à l'occasion d'une vente, publique ou non, d'un échange, d'un apport en société, d'une fusion, d'une scission, d'une donation, d'une adjudication, d'une liquidation de société ou de communauté matrimoniale, de l'exécution d'un nantissement ou de toute autre sûreté, d'un transfert de nue-propriété ou d'usufruit ou de la signature d'une promesse de vente ou d'achat des Actions, sans que cette énumération soit limitative ; désigne aussi par assimilation tout démembrement de propriété ou remise en nantissement ou autre sûreté, ainsi que toute promesse de réaliser l'un quelconque des actes susvisés.

„**Übertragung**„: Bezeichnet jede ÜBERTRAGUNG des gesamten oder eines Teils des Eigentums an den AKTIEN oder der damit verbundenen Rechte, die Eigentum der Gesellschafter sind oder werden, und zwar auf welche rechtliche Weise auch immer, ob unentgeltlich oder entgeltlich, unter Lebenden oder von Todes wegen, und insbesondere jede Übertragung, die durch oder anlässlich eines öffentlichen oder nichtöffentlichen Verkaufs, eines Tauschs, einer Einbringung in eine Gesellschaft, einer Fusion, einer Spaltung, einer Schenkung, einer Versteigerung, einer Auflösung einer Gesellschaft oder einer ehelichen Gemeinschaft, der Erfüllung eines Pfandrechts oder einer anderen Sicherheit, der Übertragung von Eigentum oder Nießbrauch oder der Unterzeichnung eines Verkaufs- oder Kaufversprechens für die AKTIEN, ohne dass diese Aufzählung erschöpfend ist; bezeichnet auch gleichbedeutend jede Eigentumsabtretung oder Verpfändung oder sonstige Sicherheit sowie jedes Versprechen, eine der vorgenannten Handlungen vorzunehmen.

11.2 DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES CESSIONS D'ACTIONS

A l'issue de la Période d'Inaliénabilité prévue à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ci-dessous, et hormis les cas de Cessions Libres prévus le cas échéant par les Statuts ou le Pacte d'Associés, les Cessions d'Actions sont réalisées conformément aux stipulations des articles 11 et 12 des présentes et, le cas échéant du Pacte d'Associés.

11.2 GEMEINSAME BESTIMMUNGEN FÜR ALLE ÜBERTRAGUNGEN VON AKTIEN

Nach Ablauf des in Artikel 12.1 unten beschriebenen Zeitraums der Unveräußerlichkeit und abgesehen von den Fällen der freien Übertragung, die gegebenenfalls in der SATZUNG oder in der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG vorgesehen sind, werden die ÜBERTRAGUNGEN von AKTIEN gemäß den Bestimmungen der Artikel 11 und 12 dieser SATZUNG und gegebenenfalls der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG durchgeführt.

Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement signé par l'associé cédant et justification par le cédant que les dispositions des articles 11 et 12 des Statuts et le cas échéant du Pacte d'Associés ont été respectées.

En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la transmission des droits de souscription à quelque titre que ce soit est soumise à la même procédure que celle prévue pour la Cession des Actions. La transmission des droits d'attribution des actions distribuées gratuitement ainsi que les renonciations aux droits de souscription sont soumises aux mêmes conditions que celles des droits de souscription.

Les mouvements de titres sont inscrits sur un registre coté et paraphé, dénommé « registre des mouvements de titres » et tenu chronologiquement, sous la responsabilité du Président.

11.3 NOTIFICATIONS

En cas de projet de Cession (le « **Projet de Cession** ») de tout ou partie de ses Actions, le cédant doit avertir les autres associés de son intention de céder au plus tard trente (30) jours avant la date de signature de tout acte l'engageant de manière irrévocable avec le cessionnaire pressenti.

A cet effet, le cédant doit notifier la Cession projetée à chacun des autres associés, ainsi qu'à la Société, par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les nom ou dénomination sociale et coordonnées du cessionnaire pressenti, le nombre d'Actions dont la Cession est envisagée, ainsi que le prix et les autres conditions de la Cession, notamment les garanties offertes par le cessionnaire pressenti (la « **Notification de Projet de Cession** »).

Ihre ÜBERTRAGUNG erfolgt gegenüber der GESELLSCHAFT und Dritten durch eine Überweisung vom Konto des Übertragenden auf das Konto des Übernehmers nach Vorlage eines vom übertragenden Gesellschafter unterzeichneten Bewegungsauftrags und des Nachweises des Übertragenden, dass die Bestimmungen der Artikel 11 und 12 der SATZUNG und gegebenenfalls der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG eingehalten wurden.

Im Falle einer Kapitalerhöhung durch Ausgabe von Baraktien unterliegt die ÜBERTRAGUNG von Zeichnungsrechten aus welchem Grund auch immer demselben Verfahren, das für die ÜBERTRAGUNG von AKTIEN vorgesehen ist. Die ÜBERTRAGUNG von Zuteilungsrechten von kostenlos verteilten AKTIEN sowie der Verzicht auf Zeichnungsrechte unterliegen denselben Bedingungen wie die ÜBERTRAGUNG von Zeichnungsrechten.

Die Bewegungen von Wertpapieren werden in ein bemaßtes und paraphiertes Register eingetragen, das als „Register der Wertpapierbewegungen“ bezeichnet wird und unter der Verantwortung des Vorsitzenden chronologisch geführt wird.

11.3 MITTEILUNGEN

Im Falle einer geplanten ÜBERTRAGUNG (die „**beabsichtigte ÜBERTRAGUNG**“) aller oder eines Teils seiner Anteile muss der Übertragende die anderen Gesellschafter spätestens dreißig (30) Tage vor dem Datum der Unterzeichnung einer Urkunde, die ihn unwiderruflich an den beabsichtigten Erwerber bindet, von seiner Absicht, die AKTIEN zu übertragen, benachrichtigen.

Zu diesem Zweck muss der Übertragende jedem der anderen Gesellschafter und der GESELLSCHAFT per Einschreiben mit Rückschein die beabsichtigte ÜBERTRAGUNG mitteilen, wobei er den Namen oder den Firmennamen und die Kontaktdaten des beabsichtigten Erwerbers, die Anzahl der zu übertragenden AKTIEN sowie den Preis und die anderen Bedingungen der ÜBERTRAGUNG, insbesondere die vom beabsichtigten Erwerber angebotenen

Sicherheiten, angeben muss (die „Mitteilung über die beabsichtigte Übertragung“).

11.4 NULLITÉ DES CESSIONS IRRÉGULIÈRES

Toute Cession d'Actions est soumise au respect des stipulations des présents Statuts, sous réserve des éventuelles stipulations du Pacte d'Associés.

Chaque titulaire d'Actions de la Société s'interdit de Céder de quelque manière que ce soit l'une quelconque des Actions de la Société qu'il détient ou viendrait à détenir en violation des stipulations des présents Statuts ou, le cas échéant, du Pacte d'Associés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 227-15 du Code de commerce, toute Cession réalisée en violation des Statuts, des stipulations du Pacte d'Associés et des stipulations de tout autre engagement contractuel qui serait éventuellement conclu avec tout ou partie des associés sera nulle et sans effet, étant précisé que ladite Cession ne sera pas retranscrite dans le registre de mouvements de titres et les comptes individuels d'associés de la Société.

11.4 NICHTIGKEIT VON NICHT ORDNUNGSGEMÄSSEN ÜBERTRAGUNGEN

Jede ÜBERTRAGUNG von AKTIEN unterliegt der Einhaltung der Bestimmungen dieser SATZUNG, vorbehaltlich der Bestimmungen der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG.

Jeder Inhaber von AKTIEN der GESELLSCHAFT darf keine AKTIEN der GESELLSCHAFT, die er hält oder halten wird, in irgendeiner Weise unter Verletzung der Bestimmungen dieser SATZUNG oder gegebenenfalls der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG übertragen.

Gemäß Artikel L. 227-15 des französischen Handelsgesetzbuchs ist jede ÜBERTRAGUNG, die unter Verletzung der SATZUNG, der Bestimmungen der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG und der Bestimmungen jeder anderen vertraglichen Verpflichtung, die eventuell mit allen oder einigen Gesellschaftern eingegangen wird, durchgeführt wird, nichtig und unwirksam. Die besagte ÜBERTRAGUNG wird in das Register der Wertpapierbewegungen und in die individuellen Gesellschafterkonten der GESELLSCHAFT nicht eingetragen.

Article 12 – Inaliénabilité – Agrément – Changement de contrôle

12.1 INALIÉNABILITÉ

Les Statuts ou le Pacte d'Associés peuvent prévoir que l'intégralité des Actions sera inaliénable pendant une période qu'ils fixent (la « **Période d'inaliénabilité** »).

Artikel 12 – Unveräußerlichkeit – Genehmigung - Kontrolländerung

12.1 UNVERÄUSSERLICHKEIT

Die SATZUNG oder die GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG kann vorsehen, dass alle AKTIEN für einen darin festgelegten Zeitraum (die „**Unveräußerlichkeitsfrist**“) unveräußerlich sind.

Par conséquent, pendant toute la durée de la Période d'Inaliénabilité, chacun des associés s'interdit d'effectuer toute Cession de tout ou partie des Actions qu'il possède dans le capital social de la Société, sauf accord unanime contraire des associés.

Par exception, les Cessions Libres telles que définies dans le Pacte d'Associés, ainsi que tout autre cas expressément prévu par les Statuts ou le Pacte d'Associés, sont autorisés durant la Période d'Inaliénabilité.

Les dispositions du présent article 12.1 ne sont pas applicables à l'associé qui viendrait à détenir toutes les actions de la SAS, laquelle serait alors unipersonnelle.

A l'expiration de la Période d'Inaliénabilité ci-dessus stipulée, les Actions seront transmissibles librement, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires et sous réserve des stipulations des paragraphes suivants.

12.2 AGRÉMENT

Hormis les cas de Cessions Libres prévus par le Pacte d'Associés, et lorsque la Société est pluripersonnelle, toute Cession d'Action(s) à un associé ou à un tiers non associé de la Société doit être soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés de la Société.

A cet effet, le Président devra provoquer une décision collective des associés sans délai à compter de la réception par la Société de la Notification du Projet de Cession, laquelle vaudra demande d'agrément.

L'agrément résulte, soit d'une décision collective ordinaire des associés prise dans les conditions visées à l'article 17.2, soit du

Dementsprechend darf jeder Gesellschafter während der Dauer der UNVERÄUSSERLICHKEITSFRIST keine ÜBERTRAGUNG aller oder eines Teils seiner AKTIEN am Stammkapital der GESELLSCHAFT vornehmen, es sei denn, die Gesellschafter haben einstimmig etwas anderes vereinbart.

Ausnahmsweise sind freie ÜBERTRAGUNGEN, wie sie in der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG definiert sind, sowie alle anderen Fälle, die ausdrücklich in der SATZUNG oder in der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG vorgesehen sind, während der UNVERÄUSSERLICHKEITSFRIST zulässig.

Die Bestimmungen dieses Artikels 12.1 gelten nicht für den Gesellschafter, der alle AKTIEN der vereinfachten Aktiengesellschaft hält, die dann eine Einpersonengesellschaft ist.

Nach Ablauf der oben genannten UNVERÄUSSERLICHKEITSFRIST sind die AKTIEN frei übertragbar, es sei denn, die Gesetze oder Verordnungen sehen etwas anderes vor, und die Bestimmungen der folgenden Absätze gelten entsprechend.

12.2 GENEHMIGUNG

Abgesehen von den in der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG vorgesehenen Fällen der freien ÜBERTRAGUNG und wenn die GESELLSCHAFT eine Mehrpersonengesellschaft ist, muss jede ÜBERTRAGUNG von AKTIEN an einen Gesellschafter oder an einen Dritten, der nicht Gesellschafter der GESELLSCHAFT ist, der vorherigen Genehmigung durch die Gesellschafter der GESELLSCHAFT unterliegen.

Zu diesem Zweck muss der Vorsitzende unverzüglich nach Erhalt der Mitteilung über die beabsichtigte ÜBERTRAGUNG durch die GESELLSCHAFT einen kollektiven Beschluss der Gesellschafter herbeiführen, der als Antrag auf Genehmigung gilt.

Die Genehmigung resultiert entweder aus einem ordentlichen Kollektivbeschluss der Gesellschafter, der unter den in Artikel 17.2

défaut de réponse dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de la demande par le cédant. Le cédant participe au vote.

Cette décision n'a pas à être motivée et en cas de refus, elle ne peut donner lieu à aucune réclamation.

En cas d'agrément du ou des cessionnaires proposés, la Cession est régularisée à leur profit sur présentation des pièces justificatives, lesquelles devront être remises à la Société dans le mois qui suit la notification de la décision susvisée ou, à défaut de réponse expresse, la fin du délai de trente (30) jours ci-dessus mentionné.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la Cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trente (30) jours à compter de la notification du refus, soit d'acquérir les Actions dont la Cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six (6) mois ou les annuler.

A défaut d'accord entre les parties sur la détermination du prix, celui-ci sera fixé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

12.3 CHANGEMENT DE CONTRÔLE D'UN ASSOCIÉ

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les 10 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux associés ou entités contrôlant la société associée.

genannten Bedingungen gefasst wird, oder aus dem Ausbleiben einer Antwort innerhalb von dreißig (30) Tagen ab dem Datum des Antrags durch den Übertragenden. Der Übertragende nimmt an der Abstimmung teil.

Die Entscheidung muss nicht begründet werden und kann im Falle einer Ablehnung nicht beanstandet werden.

Wenn der/die vorgeschlagene(n) Erwerber die Zustimmung erhält/erhalten, wird die ÜBERTRAGUNG zu seinen/ihren Gunsten gegen Vorlage der entsprechenden Belege berichtigt, die der GESELLSCHAFT innerhalb eines Monats nach der Mitteilung der oben genannten Entscheidung oder, falls keine ausdrückliche Antwort erfolgt, nach Ablauf der oben genannten Frist von dreißig (30) Tagen vorgelegt werden müssen.

Wenn die Zustimmung des vorgeschlagenen Erwerbers verweigert wird und der Übertragende nicht beschließt, auf die beabsichtigte ÜBERTRAGUNG zu verzichten, müssen die anderen Gesellschafter innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung der Verweigerung entweder die AKTIEN, deren ÜBERTRAGUNG beabsichtigt ist, erwerben oder sie von der GESELLSCHAFT zurückkaufen lassen, die sie innerhalb von sechs (6) Monaten übertragen oder annullieren muss.

Wenn sich die Parteien nicht über die Bestimmung des Preises einigen können, wird dieser durch ein Gutachten unter den Bedingungen von Artikel 1843-4 des Zivilgesetzbuches festgelegt.

12.3 ÄNDERUNG DER KONTROLLE EINES GESELLSCHAFTERS

Im Falle einer Änderung im Sinne von Artikel L. 233-3 des Handelsgesetzbuchs in der Kontrolle eines assoziierten Unternehmens muss dieses Unternehmen die GESELLSCHAFT innerhalb von 10 Tagen nach der Änderung der Kontrolle per Einschreiben mit Rückschein darüber informieren. Diese Mitteilung muss das Datum des Kontrollwechsels und alle Informationen über den oder die neuen Gesellschafter oder Rechtsträger, die das assoziierte Unternehmen kontrollieren, enthalten.

Si cette procédure n'est pas respectée, la société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions ci-après.

Dans le délai de 20 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue ci-après. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération quelle qu'elle soit, et notamment à la suite d'une fusion, scission, transmission universelle de patrimoine ou de dissolution.

L'exclusion d'un associé personne morale ayant changé de contrôle est prononcée par décision collective extraordinaire des associés statuant dans les conditions de l'article 17.2, L'Associé personne morale dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président (ou l'une de ses sociétés affiliées) est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des titres de l'associé personne morale exclu et désigner le ou les acquéreurs de ses titres.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à

Wenn dieses Verfahren nicht eingehalten wird, kann das assoziierte Unternehmen, dessen Kontrolle sich geändert hat, unter den nachstehenden Bedingungen aus der GESELLSCHAFT ausgeschlossen werden.

Innerhalb von 20 Tagen nach Erhalt der Mitteilung über die Änderung der Kontrolle kann die GESELLSCHAFT das Verfahren zum Ausschluss und zur Aussetzung der nicht-vermögensrechtlichen Ansprüche des assoziierten Unternehmens, dessen Kontrolle sich geändert hat, wie unten beschrieben einleiten. Wenn die GESELLSCHAFT das Ausschlussverfahren nicht innerhalb der oben genannten Frist einleitet, wird davon ausgegangen, dass sie der Änderung der Kontrolle zugestimmt hat.

Die obigen Bestimmungen gelten für das assoziierte Unternehmen, das diese Eigenschaft infolge einer wie auch immer gearteten Transaktion erworben hat, insbesondere infolge einer Fusion, Spaltung, Gesamtübertragung des Vermögens oder Auflösung.

Der Ausschluss eines Gesellschafters als juristische Person, der die Kontrolle gewechselt hat, wird durch einen außerordentlichen Kollektivbeschluss der Gesellschafter nach Maßgabe von Artikel 17.2 ausgesprochen. Der Gesellschafter, der als juristische Person ausgeschlossen werden soll, nimmt an der Abstimmung teil und seine Anteile werden bei der Berechnung der Mehrheit berücksichtigt.

Die Gesellschafter werden auf Initiative des Vorsitzenden über den Ausschluss befragt; wenn der Vorsitzende (oder eine seiner verbundenen Gesellschaften) selbst ausgeschlossen werden könnte, werden die Gesellschafter auf Initiative des am schnellsten handelnden Gesellschafters befragt.

Der Beschluss über den Ausschluss wird mit seiner Verkündung wirksam.

Dieser Beschluss muss auch über die Einziehung der Anteile des ausgeschlossenen Gesellschafters, der eine juristische Person ist, entscheiden und den oder die Käufer seiner Anteile benennen.

Der Ausschlussbeschluss wird dem ausgeschlossenen Gesellschafter durch Einschreiben mit Rückschein auf

l'initiative du Président, ou si ce dernier (ou l'une de ses sociétés affiliées) est l'associé exclu, à l'initiative de l'associé le plus diligent.

L'exclusion entraîne dès le prononcé de la mesure, la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des titres de l'associé exclu.

La totalité des titres de l'associé exclu doit être cédée dans les 20 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus ; il est expressément convenu que la Cession sera réalisée valablement sans que cela ne constitue une violation de la Période d'Inaliénabilité et sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de Cession d'Actions prévues à l'article 12.2 des Statuts.

Le prix de rachat des titres de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord entre les parties ou à défaut, à dire d'Expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Veranlassung des Vorsitzenden oder, wenn der Vorsitzende (oder eine seiner verbundenen Gesellschaften) der ausgeschlossene Gesellschafter ist, auf Veranlassung des am schnellsten handelnden Gesellschafters mitgeteilt.

Der Ausschluss hat zur Folge, dass die nicht-finanziellen Rechte, die mit den gesamten Anteilen des ausgeschlossenen Gesellschafters verbunden sind, ab dem Zeitpunkt der Verhängung der Maßnahme ausgesetzt werden.

Die Gesamtheit der Wertpapiere des ausgeschlossenen Gesellschafters muss innerhalb von 20 Tagen nach der Entscheidung über den Ausschluss an eine Person übertragen werden, die wie oben beschrieben benannt wird; es wird ausdrücklich vereinbart, dass die ÜBERTRAGUNG rechtsgültig durchgeführt wird, ohne dass dies eine Verletzung der UNVERÄUSSERLICHKEITSFRIST darstellt und ohne dass die in Artikel 12.2 der SATZUNG vorgesehenen satzungsgemäßen Verfahren für die ÜBERTRAGUNG von AKTIEN angewendet werden müssen.

Der Preis für den Rückkauf der Anteile des ausgeschlossenen Gesellschafters wird von den Parteien einvernehmlich festgelegt oder, falls dies nicht möglich ist, von einem Sachverständigen gemäß den Bedingungen von Artikel 1843-4 des Zivilgesetzbuches bestimmt.

Article 13 – Droits et obligations attachés aux titres de capital

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou

Artikel 13 – Mit den Kapitalanteilen verbundene Rechte und Pflichten

Jeder Kapitalanteil verleiht einen Anspruch auf einen proportionalen Anteil des Kapitals, welcher er im Gewinn, Gesellschaftsvermögen und Liquidationserlös vertritt, ohne dass, falls nötig, Rechte an Kapitalanteilen anderer Kategorien, die ausgeschüttet werden könnten, berücksichtigt werden.

Unter dem gleichen Vorbehalt und ggfls. unter Vorbehalt verbindlicher Vorschriften, werden die Kapitalanteile ohne Berücksichtigung auf steuerliche Befreiungen, sowie auf

imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

La propriété d'une action donne le droit au vote et à la représentation dans les consultations des associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les Statuts.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de ses associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les propriétaires de titres en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

La Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme, privées du droit de vote par la loi, seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf dispositions contraires des Statuts.

Besteuerungen, die ggfls. von der GESELLSCHAFT übernommen werden, zusammengerechnet, bevor etwaige Rückzahlungen während des Bestehens der GESELLSCHAFT oder bei ihrer Auflösung vorgenommen werden, sodass, mit Berücksichtigung des jeweiligen Nominalwerts, alle bestehenden Kapitalanteile denselben Nettobetrag erhalten, egal welchen Ursprung sie haben oder zu welchem Datum sie erstellt wurden.

Der Besitz einer AKTIE verleiht das Recht, bei den Beratungen der Gesellschafter abzustimmen und sich vertreten zu lassen, sowie das Recht, über die Geschäfte der GESELLSCHAFT informiert zu werden und bestimmte Unternehmensunterlagen zu den Zeiten und unter den Bedingungen zu erhalten, die im Gesetz und in dieser SATZUNG vorgesehen sind.

Die Gesellschafter haften für die Verbindlichkeiten der GESELLSCHAFT nur in Höhe ihrer Einlagen.

Rechte und Pflichten folgen den AKTIEN, unabhängig davon, wer sie hält.

Der Besitz einer AKTIE bedeutet automatisch die Einhaltung der SATZUNG der GESELLSCHAFT und der Gesellschafterbeschlüsse.

Wann immer es notwendig ist, mehrere AKTIEN zu besitzen, um ein Recht auszuüben, im Falle eines Umtauschs, einer Zusammenlegung oder Zuteilung von AKTIEN oder als Folge einer Kapitalerhöhung oder -herabsetzung, einer Verschmelzung oder einer anderen Kapitalmaßnahme, können Inhaber von weniger AKTIEN als erforderlich diese Rechte nur unter der Bedingung ausüben, dass sie persönlich für die Zusammenlegung und, falls erforderlich, den Kauf oder Verkauf der erforderlichen Anzahl von AKTIEN sorgen.

Die GESELLSCHAFT kann die mit ihren eigenen AKTIEN verbundenen Stimmrechte, die sie möglicherweise hält, nicht ausüben.

Darüber hinaus wird den Gesellschaftern, deren AKTIEN in einer Aktiengesellschaft von Gesetzes wegen dem Stimmrecht enthalten wäre, unter den gleichen Bedingungen das Stimmrecht entzogen, sofern in dieser SATZUNG nichts anderes bestimmt ist.

Article 14 – Direction de la Société

14.1 PRÉSIDENT

La Société est dirigée et représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique ou morale, choisi parmi les associés ou en-dehors d'eux.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est nommé, pour une durée limitée ou non, par décision des associés.

Les fonctions du président cessent de plein droit :

- par l'arrivée du terme de son mandat, le cas échéant ;
- avec son décès ou, le cas échéant, sa liquidation ;
- par la survenance d'une incapacité physique ou mentale (correspondant à la définition de l'invalidité de catégories 2) ou 3) prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale) ; ou
- avec sa faillite personnelle ou, le cas échéant, l'ouverture d'une procédure collective.

Les fonctions du président cessent également :

- par sa démission (sous réserve d'un délai de préavis de six (6) mois (fin de mois) ; ou

Artikel 14 – Geschäftsführung der GESELLSCHAFT

14.1 PRÄSIDENT

Die GESELLSCHAFT wird von einem Präsidenten, natürliche oder juristische Person, geleitet und gegenüber Dritten vertreten, der aus dem Kreis der Gesellschafter oder außerhalb gewählt wird.

Sollte der Präsident eine juristische Person sein, haften deren Geschäftsführer in gleicher Weise, sowohl zivil- als auch strafrechtlich, als wenn sie in ihrem eigenen Namen Präsident wären, unbeschadet der gesamtschuldnerischen Haftung der juristischen Person, die sie leiten.

Der Präsident wird für einen befristeten oder unbefristeten Zeitraum durch Gesellschafterbeschluss ernannt.

Das Amt des Präsidenten endet automatisch:

- Mit dem Ablauf seiner Amtszeit, falls zutreffend;
- Durch seinen Tod oder ggfls. seine Liquidation;
- Mit dem Eintritt von einer körperlichen oder geistigen Behinderung (gemäß der Definition der zweiten oder dritten Unfähigkeitskategorie im Sinne von Artikel L. 341-4 des frz. Gesetzbuches der sozialen Sicherheit); oder
- Durch Privatkonkurs oder ggfls. die Einleitung eines Insolvenzverfahrens.

Das Amt des Präsidenten findet ebenfalls: ein Ende

- Durch seinen Rücktritt (unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von sechs (6) Monaten (zum Ende des Monats); oder

- par sa révocation décidée par les associés (révocation à tout moment et pour quelque cause que ce soit, sans qu'un juste motif soit nécessaire).

En outre, le président est notamment révoqué de plein droit en cas d'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une société.

En cas de cessation des fonctions du président, le(s) directeur(s) général(-aux) conserve(nt), sauf décision contraire des associés, ses(leurs) fonctions, le cas échéant, jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le montant et les modalités de la rémunération du président sont fixés, s'il y a lieu, par les associés.

Il sera remboursé, sur justificatifs, des frais qu'il exposera dans l'accomplissement de ses fonctions.

Le président représente la Société à l'égard des tiers. À cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués aux associés et au comité de direction par les dispositions légales ainsi que les Statuts et le Pacte d'Associés. Il doit exercer ces pouvoirs dans le respect de la loi et des règlements en vigueur, ainsi que des Statuts, du Pacte d'Associés et des dispositions de tous règlements intérieurs de la Société ou du groupe auquel elle appartient qui lui seraient opposables, et agir dans l'intérêt de la Société.

La Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de son objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que les actes dépassaient cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

À titre de règle interne, inopposable aux tiers, le Président devra obtenir

- Durch seine Abberufung, die von den Gesellschaftern beschlossen wird (Abberufung zu jeder Zeit und aus jedem Grund, ohne dass ein wichtiger Grund („*juste motif*“) vorliegen muss).

Darüber hinaus wird der Präsident insbesondere im Falle eines Verbots der Leitung, Geschäftsführung, Verwaltung oder Kontrolle eines Unternehmens automatisch abberufen.

Im Falle der Beendigung des Amtes des Präsidenten, behält/behalten der/die Generaldirektor/-en, vorbehaltlich gegenteiligem Gesellschafterbeschluss, seine/ihre etwaigen Funktionen bis zur Ernennung eines neuen Präsidenten.

Die Höhe und die Bedingungen der Vergütung des Präsidenten werden ggfls. durch Gesellschafterbeschluss festgelegt.

Die in Ausübung seines Amtes entstandenen Auslagen werden ihm gegen Vorlage von Belegen erstattet.

Der Präsident vertritt die GESELLSCHAFT gegenüber Dritten. Hierzu verfügt er über die weitreichendsten Befugnisse, um in jeder Situation im Namen der GESELLSCHAFT, unter Einhaltung dessen Zwecks und der Befugnisse, die den Gesellschaftern laut Gesetz sowie dieser SATZUNG und der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG zustehen, zu handeln. Er muss diese Befugnisse in Übereinstimmung mit den geltenden Gesetzen und Vorschriften sowie mit dieser SATZUNG, mit der GESELLSCHAFTERVEREINBARUNG und mit den Bestimmungen jeglicher Geschäftsordnung der GESELLSCHAFT oder der Gruppe, der sie angehört, die für ihn verbindlich sein können, ausüben und im Interesse der GESELLSCHAFT handeln.

Rechtsgeschäfte des Präsidenten, die nicht dem Gesellschaftszweck entsprechen, verpflichten dennoch die GESELLSCHAFT, es sei denn, die GESELLSCHAFT kann beweisen, dass der Dritte hiervon Kenntnis hatte bzw. auf Grund der Gegebenheiten hiervon Kenntnis gehabt haben müsste. Die Veröffentlichung dieser SATZUNG ist für den Beweis nicht ausreichend.

Als interne, Dritten gegenüber nicht durchsetzbare Regel, muss der Präsident

l'autorisation préalable prise par décisions ordinaires des associés conformément à l'article 17 des Statuts sur les actes et opérations dont la liste aura été fixée par les associés. Les associés pourront modifier et compléter à tout moment la liste des opérations soumises à autorisation préalable.

En toute hypothèse, de telles limitations de pouvoirs ne s'appliquent pas au président qui a la qualité d'associé unique ou de représentant légal de l'associé unique personne morale.

14.2 DIRECTEUR(S) GÉNÉRAL(-AUX)

Le président pourra être assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs directeurs généraux, personne physique ou morale.

Les directeurs généraux sont nommés avec ou sans limitation de durée, le cas échéant sur proposition du président, par décision des associés.

Les fonctions des directeurs généraux cessent dans les mêmes conditions que celles prévues pour la cessation des fonctions du président.

Le montant et les modalités de la rémunération des directeurs généraux sont fixés, s'il y a lieu, par les associés.

Ils seront remboursés, sur justificatifs, des frais qu'ils exposeront dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Chaque directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes devoirs et pouvoirs, notamment pour agir au nom de la Société, que ceux attribués par le présent article au président ni associé unique ni représentant légal de l'associé unique, sous réserve des attributions du président et des associés.

A titre de mesure d'ordre interne, les directeurs généraux sont soumis aux mêmes limitations de pouvoirs que le

die vorherige Genehmigung der Gesellschafter per ordentlichen Gesellschafterbeschluss gemäß Vorschriften des Artikels 17 dieser SATZUNG für die Handlungen und Geschäfte, deren Liste per Gesellschafterbeschluss definiert wird, einholen. Die Gesellschafter können die Liste der Geschäfte, die der vorherigen Genehmigung bedürfen, jederzeit ändern und ergänzen.

In jedem Fall finden solche Begrenzungen der Befugnisse keine Anwendungen auf den Präsidenten, der Alleingesellschafter ist, oder den gesetzlichen Vertreter der Alleingesellschafterin, wenn eine juristische Person, ist.

14.2 GENERALDIREKTOR/-EN

Der Präsident kann bei seinen Aufgaben von einem oder mehreren Generaldirektoren unterstützt werden, natürliche oder juristische Person.

Die Generaldirektoren werden ggfls. auf Vorschlag des Präsidenten durch Gesellschafterbeschluss für eine befristet oder unbefristete Dauer bestellt.

Das Amt der Generaldirektoren endet unter den gleichen Bedingungen, wie sie für die Beendigung des Amtes des Präsidenten vorgesehen sind.

Die Höhe und die Bedingungen der Vergütung der Generaldirektoren werden ggfls. durch Gesellschafterbeschluss festgelegt.

Die in Ausübung ihres Amtes entstandenen Auslagen werden ihnen gegen Vorlage von Belegen erstattet.

Jeder Generaldirektor unterliegt denselben Pflichten und verfügt Dritten gegenüber über dieselben Befugnisse, um im Namen der GESELLSCHAFT zu handeln, die dieser Artikel dem Präsidenten, der weder Alleingesellschafterin noch gesetzlichen Vertreter der Alleingesellschafterin ist, zugesteht. Hiervon ausgenommen sind die speziell dem Präsidenten und den Gesellschaftern zugestanden Befugnisse.

Im Innenverhältnis unterliegt die Generaldirektoren den gleichen Beschränkungen der Befugnisse, wie der

président.

Des limitations complémentaires aux pouvoirs des directeurs généraux peuvent être prévues par les associés.

Präsident.

Zusätzliche Einschränkungen der Befugnisse der Generaldirektoren können durch Gesellschafterbeschluss vorgesehen werden.

14.3 COMITÉ DE DIRECTION

La Société est gérée et administrée par un Comité de direction, composé d'au moins 3 (trois) membres personnes physiques, associés ou non.

Les membres du Comité de direction sont nommés pour une durée indéterminée.

Les membres du Comité de direction sont nommés par décision collective ordinaire des associés statuant dans les conditions définies à l'article 17.

Le Président et le Directeur Général sont membres « de droit » du Comité de direction et sont donc membres du Comité de direction aussi longtemps qu'ils exercent leur mandat social de président ou de directeur général. Inversement, la cessation de leur mandat social respectif au sein de la société (que ce soit en tant que président ou en tant que directeur général) pour quelque raison que ce soit entraînera ipso facto la cessation de leurs fonctions de membre du Comité de direction, sans qu'aucune cause ou indemnité spécifique ne soit due pour la cessation desdites fonctions, mais sans préjudice des modalités applicables à leur statut de dirigeant mandataire social. En cas de pluralité de Directeurs Généraux, les associés pourront librement conférer la qualité de membre « de droit » du Comité de direction à un seul des Directeurs Généraux que les associés nommeront librement.

Les membres du Comité de direction peuvent être révoqués de leurs fonctions à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans indemnité, par décision ordinaire de la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à

14.3 VERWALTUNGSRAT

Die GESELLSCHAFT wird von einem Verwaltungsrat geleitet und verwaltet, der sich aus mindestens 3 (drei) Mitgliedern zusammensetzt, die natürliche Personen, Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sind.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden für einen unbestimmten Zeitraum ernannt.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch einen ordentlichen kollektiven Beschluss der Gesellschafter ernannt, der unter den in Artikel 17 festgelegten Bedingungen gefasst wird.

Der Präsidenten und der Generaldirektor sind „ex officio“ Mitglieder des Verwaltungsrates und somit so lange Mitglieder des Verwaltungsrates, wie sie ihr gesellschaftliches Mandat als Vorsitzender oder Generaldirektor ausüben. Umgekehrt führt die Beendigung ihres jeweiligen Mandats bei der GESELLSCHAFT (sei es als Präsident oder als Generaldirektor) aus irgendeinem Grund ipso facto zur Beendigung ihrer Funktionen als Mitglieder des Verwaltungsrates, ohne dass für die Beendigung dieser Funktionen ein besonderer Grund oder eine besondere Entschädigung fällig wird, aber unbeschadet der Modalitäten, die für ihren Status als geschäftsführende Direktoren gelten. Im Falle mehrerer Generaldirektoren können die Gesellschafter nach freiem Ermessen nur einem der Generaldirektoren, den die Gesellschafter nach freiem Ermessen ernennen, den Status eines „ex officio“ Mitglieds des Verwaltungsrats verleihen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates können jederzeit, ohne dass es eines triftigen Grundes bedarf, und ohne Entschädigung durch einen ordentlichen Beschluss der Gesamtheit der Gesellschafter, der unter den in Artikel 17

l'article 17 des Statuts.

Les membres du Comité de direction peuvent être rémunérés ou non.

Le Comité de direction est un organe collégial, présidé, le cas échéant, par un président (le Président du Comité de direction), nommé par les membres du Comité de direction, statuant dans les conditions prévues aux présents Statuts. La fonction de Président du Comité de direction peut être cumulée avec la fonction de Président de la Société ou de Directeur général, ou disjointe de celles-ci. Le Président du Comité de direction organise et dirige les travaux du Comité de direction. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les membres du Comité de direction sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président du Comité de direction exerce ses fonctions pendant la durée de son mandat de membre du Comité de direction. Le Président du Comité de direction peut toutefois être démis de ses fonctions (de membre et président du Comité de direction, ou uniquement de ses fonctions de Président du Comité de direction, auquel cas il demeure membre du Comité) par la collectivité des associés, à tout moment, "ad nutum", sans préavis ni indemnité. La révocation de ses fonctions de Président du Comité de direction ne met pas nécessairement fin, le cas échéant, à ses fonctions de Président de la Société ou de Directeur général, selon le cas.

Les membres du Comité de direction se réunissent, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger avec l'accord de tous ses membres, au moins une fois par trimestre (soit au moins quatre fois par an). Les délibérations du Comité de direction peuvent être également prises en consultation par voie de conférence téléphonique, vidéo, consultation écrite ou électronique ou par la signature par tous les membres du Comité de direction d'un acte unanime.

der SATZUNG vorgesehenen Bedingungen gefasst wird, von ihrem Amt abberufen werden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates können entgeltlich oder unentgeltlich tätig sein.

Der Verwaltungsrat ist ein Kollegialorgan, dem gegebenenfalls ein Vorsitzender (der Verwaltungsratsvorsitzende) vorsitzt, der von den Mitgliedern des Verwaltungsrates durch Beschluss gemäß den in dieser SATZUNG festgelegten Bedingungen ernannt wird. Die Funktion des Verwaltungsratsvorsitzenden kann mit der Funktion des Vorsitzenden der GESELLSCHAFT oder des Generaldirektors kombiniert oder von diesen getrennt werden. Der Verwaltungsratsvorsitzende organisiert und leitet die Arbeit des Verwaltungsrates. Er sorgt dafür, dass die Organe der GESELLSCHAFT ordnungsgemäß funktionieren und stellt insbesondere sicher, dass die Mitglieder des Verwaltungsrates in der Lage sind, ihre Aufgaben zu erfüllen.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates übt seine Funktion für die Dauer seiner Amtszeit als Mitglied des Verwaltungsrates aus. Der Verwaltungsratsvorsitzende kann jedoch von der Gesellschafterversammlung jederzeit „ad nutum“ ohne Vorankündigung oder Entschädigung seines Amtes enthoben werden (als Mitglied und Vorsitzender des Verwaltungsrates oder nur als Vorsitzender des Verwaltungsrates, wobei er in diesem Fall Mitglied des Verwaltungsrates bleibt). Die Abberufung als Verwaltungsratsvorsitzender beendet nicht notwendigerweise seine Funktion als Präsident der GESELLSCHAFT oder als Generaldirektor.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates treffen sich entweder am Sitz der GESELLSCHAFT oder mit Zustimmung aller Mitglieder an einem anderen Ort in Frankreich oder im Ausland mindestens einmal pro Quartal (d.h. mindestens viermal pro Jahr). Die Beratungen des Verwaltungsrates können auch per Telefon- oder Videokonferenz, schriftlicher oder elektronischer Konsultation oder durch die Unterzeichnung einer einstimmigen Urkunde durch alle Verwaltungsratsmitglieder erfolgen.

Le Comité de direction se réunit aussi souvent que l'intérêt social l'exige, à la demande de tout membre du Comité de direction. Les membres du Comité de direction sont convoqués aux séances du Comité de direction par le Président du Comité de direction ou par tout membre du Comité de direction.

Quel que soit le mode de délibération, la convocation peut être faite par tout moyen (lettre, télécopie ou courrier électronique...) au moins trois (3) jours avant la date de la délibération du Comité de direction sauf (i) en cas d'urgence, auquel cas ce délai sera ramené à vingt-quatre (24) heures ou (ii) sans délai si tous les membres sont présents ou représentés. L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Pour que le Comité de direction puisse valablement délibérer sur un ordre du jour donné, il faut la participation d'au moins les deux tiers (2/3) des membres du Comité de direction. Chaque membre du Comité de Direction dispose d'une voix. Les décisions du Comité de direction sont adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du Président du Comité de Direction est prépondérante.

Les décisions du Comité de direction seront formalisées dans un procès-verbal.

Le Comité de direction reçoit avant leur présentation aux associés les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que les autres documents mentionnés à l'article L. 232-1 du Code de commerce et, le cas échéant, les comptes consolidés préparés et arrêtés par le Président. Le Président doit mettre ces documents à la disposition du commissaire aux comptes, si la Société en est dotée, dans les conditions prévues par la loi et les soumettre à l'approbation des associés dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Der Verwaltungsrat tritt so oft zusammen, wie es das Gesellschaftsinteresse erfordert, und auf Antrag eines jeden Mitglieds des Verwaltungsrates. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von einem Mitglied des Verwaltungsrates zu den Verwaltungsratssitzungen einberufen.

Unabhängig von der Art der Beschlussfassung kann die Einberufung in beliebiger Form (Brief, Fax oder E-Mail...) mindestens drei (3) Tage vor dem Datum der Beschlussfassung des Verwaltungsrates erfolgen, außer (i) in dringenden Fällen, in denen diese Frist auf vierundzwanzig (24) Stunden verkürzt wird, oder (ii) ohne Verzögerung, wenn alle Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Die Tagesordnung wird von demjenigen festgelegt, der die Sitzung einberuft.

Damit der Verwaltungsrat über eine bestimmte Tagesordnung gültig beraten kann, müssen mindestens zwei Drittel (2/3) der Verwaltungsratsmitglieder anwesend sein. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates hat eine Stimme. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden des Verwaltungsrates den Ausschlag.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in einem Protokoll formalisiert.

Der Verwaltungsrat erhält den Jahresabschluss, den Geschäftsbericht und die anderen in Artikel L. 232-1 des Handelsgesetzbuches erwähnten Dokumente sowie gegebenenfalls den vom Präsidenten vorbereiteten und festgestellten Konzernabschluss, bevor er den Gesellschaftern vorgelegt wird. Der Präsident muss diese Dokumente dem Wirtschaftsprüfer, falls die GESELLSCHAFT einen solchen hat, unter den gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen zur Verfügung stellen und sie den Gesellschaftern innerhalb von sechs Monaten nach Abschluss des Geschäftsjahres zur Genehmigung vorlegen.

Le Comité de direction procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Comité de direction a la faculté d'entendre, le cas échéant, les commissaires aux comptes.

Il détermine les orientations stratégiques des activités de celle-ci et veille à leur mise en œuvre. Il exerce sur les affaires sociales un contrôle permanent.

14.4 REPRÉSENTATION DU PERSONNEL

S'il existe un comité social et économique (ou toute autre forme historique de représentation du personnel) au sein de la Société, les membres de la délégation du personnel exercent les droits définis par l'article L. 2312-76 du Code du travail exclusivement auprès du président.

14.5 DÉLÉGATION DE POUVOIRS

Le président et les directeurs généraux peuvent, sous leur responsabilité, et dans les conditions prévues aux articles 14.1 et 14.2 des Statuts, déléguer une partie de leurs pouvoirs, par mandats spéciaux et temporaires, à toute personne de leur choix, qui agira sous l'autorité et le contrôle du délégant.

Der Verwaltungsrat führt die Kontrollen und Prüfungen durch, die er für angebracht hält. Der Verwaltungsrat hat das Recht, gegebenenfalls den Wirtschaftsprüfer zu hören.

Er legt die strategischen Leitlinien für die Aktivitäten der GESELLSCHAFT fest und überwacht ihre Umsetzung. Er übt eine ständige Kontrolle über die sozialen Angelegenheiten aus.

14.4 PERSONALVERTRETUNG

Besteht innerhalb der GESELLSCHAFT ein Wirtschafts- und Sozialausschuss (oder jede andere historische Form der Personalvertretung), so üben die Mitglieder der Personalvertretung die in Artikel L. 2312-76 des frz. Arbeitsgesetzbuches festgelegten Rechte ausschließlich gegenüber dem Präsidenten aus.

14.5 VOLLMACHTERTEILUNG

Der Präsident und die Generaldirektoren können unter ihrer Verantwortung und in Übereinstimmung mit den in Artikel 14.1 und 14.2 dieser SATZUNG festgelegten Bedingungen einen Teil ihrer Befugnisse durch eine spezielle und zeitlich begrenzte Vollmacht an eine Person ihrer Wahl delegieren, die unter der Autorität und Kontrolle des Delegierenden handeln wird.

Article 15 – Commissaires aux comptes

Le contrôle de la Société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes, titulaires et, le cas échéant, suppléants, qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Artikel 15 – Wirtschaftsprüfer

Die Kontrolle der GESELLSCHAFT wird ggfls. von einem oder mehreren ggfls. auch stellvertretenden Wirtschaftsprüfer(n) durchgeführt, die ihre Funktionen unter Einhaltung der im Gesetz vorgesehenen Bedingungen ausführen.

Article 16 – Conventions réglementées

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée, entre la Société et le président, l'un des directeurs généraux, l'un des associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pourcent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes ou, en l'absence de commissaire aux comptes, du comité de direction, dans le mois de sa conclusion.

Le commissaire aux comptes ou, en l'absence de commissaire aux comptes, le président de la Société, présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution de telles conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son président, ses directeurs généraux, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Lorsque le dirigeant concerné n'est pas associé, les conventions intervenant entre lui et la Société, directement ou par personne interposée, sont soumises à l'autorisation préalable des associés.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour les dirigeants de la Société d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions

Artikel 16 – Genehmigungspflichtige Vereinbarungen

Jede Vereinbarung, die direkt oder mit Hilfe einer zwischengeschalteten Person, zwischen der GESELLSCHAFT und dem Präsidenten, einem ihrer Generaldirektoren, einem ihrer Gesellschafter, der mehr als zehn Prozent (10%) der Stimmrechte hält, oder, bei einer verbundenen Gesellschaft, mit der Gesellschaft, die sie im Sinne von Artikel L. 233-3 des frz. Handelsgesetzbuchs kontrolliert, muss innerhalb eines (1) Monats nach ihrem Abschluss den Wirtschaftsprüfern oder, falls keiner bestellt wurde, dem Verwaltungsrat zur Kenntnis gebracht werden.

Der Wirtschaftsprüfer oder, wenn keiner bestellt wurde, der Präsident der GESELLSCHAFT, legt den Gesellschaftern einen Bericht über den Abschluss und die Durchführung von solchen Vereinbarungen im abgelaufenen Geschäftsjahr vor. Die Gesellschafter entscheiden über diesen Bericht im Rahmen der Beschlüsse über den Jahresabschluss für das betreffende Geschäftsjahr.

Besteht nur eine Alleingesellschafterin, werden nur die Vereinbarungen, die direkt oder mit Hilfe einer zwischengeschalteten Person zwischen der GESELLSCHAFT und ihrem Präsidenten, einem ihrer Generaldirektoren, ihrer Alleingesellschafterin oder, bei einer verbundenen Gesellschaft, die Gesellschaft, die sie im Sinne von Artikel L. 233-3 des frz. Handelsgesetzbuchs kontrolliert, geschlossen wurden, in das Beschlussregister eingetragen.

Sollte der betroffene Geschäftsführer nicht Gesellschafter sein, so unterliegen die Vereinbarungen, die zwischen ihm und der GESELLSCHAFT, direkt oder mit Hilfe einer zwischengeschalteten Person, geschlossen werden, der vorherigen Zustimmung der Gesellschafter.

Die nicht genehmigten Vereinbarungen sind dennoch wirksam, die betroffene Person sowie ggfls. die Geschäftsführung haften aber für die nachteiligen Konsequenzen gegenüber der GESELLSCHAFT.

Die vorstehenden Bestimmungen finden keine Anwendung auf Vereinbarungen über laufende Transaktionen und Vereinbarungen, die zu

normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la Société et aux directeurs généraux, personnes physiques, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale président de la Société. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.

üblichen Bedingungen geschlossen wurden.

Es ist dem Präsidenten der GESELLSCHAFT sowie den Generaldirektoren, natürliche Personen, untersagt Anleihen der GESELLSCHAFT, egal in welcher Form, einzugehen, sich von ihr eine Kontoüberziehung genehmigen zu lassen, im Rahmen eines Kontokorrentkontos oder auf andere Art, sowie sich für Verpflichtungen gegenüber Dritten von ihr eine Bürgschaft oder Avale billigen zu lassen. Solche Vereinbarungen werden mit ihrer Nichtigkeit gestraft. Wenn der Präsident der GESELLSCHAFT eine juristische Person ist, findet das gleiche Verbot auf deren Geschäftsführer Anwendung. Sie findet auch Anwendung auf Ehepartner, Vorfahren oder Nachkömmlinge der in diesem Absatz genannten Personen, sowie auf jede zwischengestellte Person.

Article 17 – Décisions des associés

17.1 Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les règles relatives aux décisions collectives des associés (convocation, vote et majorité) ne sont pas applicables. L'associé unique qui, en cette qualité, ne peut déléguer ses pouvoirs, prend toute décision, qu'il consigne dans un procès-verbal, soit de sa propre initiative, soit à l'initiative du président de la Société.

Si l'associé unique est à l'initiative des décisions, il en avise le président de la Société dans les meilleurs délais. Si les décisions interviennent à l'initiative du président de la Société, ce dernier peut établir un rapport. Ces dispositions ne s'appliquent cependant pas lorsque le président a la qualité d'associé unique ou de représentant légal de l'associé unique personne morale.

En cas de décision de l'associé unique, le ou les commissaires aux comptes, s'il en a été désigné, sont avisés dans les meilleurs délais et par tous moyens écrits de la décision projetée ou prise, par celui qui en a eu l'initiative.

Artikel 17 – Gesellschafterbeschlüsse

17.1 Besteht nur eine Alleingesellschafterin, sind die Regeln bezüglich der Gesellschafterbeschlüsse (Einberufung, Stimmabgabe und Mehrheit) nicht anwendbar. Die Alleingesellschafterin, die, in dieser Eigenschaft, ihre Befugnisse nicht übertragen kann, trifft entweder auf eigene Initiative oder auf Initiative des Präsidenten der GESELLSCHAFT jegliche Entscheidung, die er im Protokoll festhält.

Wenn die Alleingesellschafterin die Beschlüsse initiiert, muss sie den Präsidenten der GESELLSCHAFT umgehend informieren. Werden die Beschlüsse auf Initiative des Präsidenten der GESELLSCHAFT getroffen, so kann dieser einen Bericht erstellen. Diese Bestimmungen gelten jedoch nicht, wenn der Präsident Alleingesellschafterin oder gesetzliche Vertreter der Alleingesellschafterin, juristische Person, ist.

Im Falle eines Beschlusses der Alleingesellschafterin werden der oder die Wirtschaftsprüfer, sofern welche ernannt wurden, von der Person, die die Initiative ergriffen hat, umgehend schriftlich über dem beabsichtigten oder getroffenen Beschluss

- 17.2 Les décisions collectives sont prises soit en assemblée (y compris par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle), soit par voie de consultation écrite des associés, ou peuvent résulter du consentement des associés exprimé dans un acte notarié ou sous seing privé.

Un quorum de cinquante pourcent (50 %) des actions ayant le droit de vote est exigé pour la validité des décisions collectives.

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, chaque action donnant droit à une voix.

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote et les décisions extraordinaires (soit les décisions entraînant la modification des Statuts de la société et les décisions relatives à la procédure d'exclusion) sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote, exception faite des décisions pour lesquelles la loi ou les Statuts requièrent l'unanimité ou une autre majorité.

Notamment, les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce notamment celles relatives à l'inaliénabilité des actions ou à un changement de contrôle d'un associé ;
- augmentation de l'engagement des associés ; et
- changement de la nationalité de la Société.

Les associés statuent sur toute proposition concernant la conduite des affaires sociales. Ils sont cependant seuls

informé.

- 17.2 Gemeinsame Beschlüsse werden entweder in einer Sitzung (einschließlich durch telefonische oder audiovisuelle Telekonferenzen) oder durch schriftliche Konsultation der Gesellschafter gefasst oder können sich aus der in einer notariellen oder privatschriftlichen Urkunde ausgedrückten Einigung der Gesellschafter ergeben.

Für die Gültigkeit gemeinsamer Beschlüsse ist ein Quorum von fünfzig Prozent (50%) der stimmberechtigten AKTIEN erforderlich.

Das Quorum wird auf der Grundlage aller AKTIEN, die das Grundkapital bilden, berechnet, wobei jede AKTIE eine Stimme gewährt.

Ordentliche gemeinsamen Beschlüsse werden mit der Mehrheit der mit den vorhandenen stimmberechtigten AKTIEN verbundenen Stimmen und außerordentliche Beschlüsse (d.h. Beschlüsse, die eine Änderung der SATZUNG der GESELLSCHAFT zur Folge haben und Beschlüsse, die das Ausschlussverfahren betreffen) werden mit einer Mehrheit von zwei Dritteln (2/3) der mit den vorhandenen stimmberechtigten AKTIEN verbundenen Stimmen gefasst, mit Ausnahme von Beschlüssen, für die das Gesetz oder diese SATZUNG Einstimmigkeit oder eine andere Mehrheit vorschreiben.

Folgende Beschlüsse werden insbesondere von den Gesellschaftern einstimmig getroffen:

- Änderung, Aufnahme oder Löschung der in Artikel L. 227-19 des frz. Handelsgesetzbuchs genannten Satzungsklauseln, insbesondere derjenigen, die sich auf die Unveräußerlichkeit der AKTIEN oder auf einen Kontrollwechsel eines Gesellschafters, beziehen;
- Erhöhung des Engagements der Gesellschafter; und
- Änderung der Nationalität der GESELLSCHAFT.

Die Gesellschafter entscheiden über jeden Vorschlag, der die Führung der Geschäfte der GESELLSCHAFT betrifft. Sie allein sind

compétents pour prendre les décisions suivantes :

- nomination, révocation ou renouvellement du président et des directeurs généraux ou de tout autre organe de la Société, détermination ou modification de leur rémunération et de la durée ainsi que des modalités d'exercice et de cessation de leurs fonctions, en particulier autorisation préalable pour toute conclusion, extension, modification et résiliation de leur contrat de travail ;
- nomination ou renouvellement des commissaires aux comptes ;
- adoption de tout règlement intérieur de gouvernance ;
- approbation des comptes annuels, affectation des résultats et toute distribution ;
- autorisation préalable de toute convention ou opération conclue entre la Société et son président ou toute personne qui lui est liée, l'un de ses directeurs généraux ou toute personne qui lui / leur est liée, ou ses associés.

17.3 Les associés se réunissent sur convocation soit du président, soit d'un directeur général, soit d'un associé détenant plus de vingt pourcent (20 %) du capital social, au siège social, en tout autre endroit indiqué dans la convocation ou par voie de téléconférence, téléphonique ou audiovisuelle.

La convocation est faite par tout moyen écrit (y compris par e-mail), dans un délai raisonnable. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de la date, des modalités et, le cas échéant, du lieu de la réunion.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés et y consentent.

jedoch befugt, folgende Beschlüsse zu verabschieden:

- Ernennung, Abberufung oder Erneuerung des Präsidenten und der Generaldirektoren oder eines anderen Organs der GESELLSCHAFT, Bestimmung oder Änderung der Vergütung, der Dauer und der Bedingungen für die Ausübung und Beendigung ihrer Ämter; insbesondere vorherige Genehmigung zum Abschluss, Erweiterung, Änderung und Beendigung ihrer Anstellungsverträge;
- Ernennung oder Erneuerung von den Wirtschaftsprüfern;
- Verabschiedung einer Geschäftsordnung für die Geschäftsführung.
- Feststellung des Jahresabschlusses, Ergebnisverwendung und jede Ausschüttung;
- Vorherige Genehmigung jeder Vereinbarung oder Transaktion zwischen der GESELLSCHAFT und ihrem Präsidenten oder ihrer verbundenen Person, einem ihrer Generaldirektoren oder ihrer verbundenen Person, oder ihren Gesellschaftern.

17.3 Die Gesellschafter versammeln sich auf Einberufung des Präsidenten, eines Generaldirektors, oder eines Gesellschafters, der mehr als zwanzig Prozent (20%) des Grundkapitals hält, am Sitz der GESELLSCHAFT, an einem anderen in der Einberufung angegebenen Ort oder per telefonische oder audiovisuelle Telekonferenz.

Die Einberufung erfolgt in schriftlicher Form (auch per E-Mail) innerhalb einer angemessenen Frist. Sie enthält die Angabe der Tagesordnung, des Datums, der Modalitäten und ggf. des Ortes der Sitzung.

Die Versammlung kann jedoch mündlich einberufen werden und unverzüglich zusammentreten, wenn alle Gesellschafter anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind und dazu zustimmen.

Si la Société est dotée de commissaires aux comptes, ces derniers sont convoqués dans les mêmes conditions que les associés ou informés de tout projet de décision résultant d'un acte signé par tous les associés. Ils reçoivent les mêmes éléments que les associés et sont mis en mesure de présenter tous commentaires ou observations qui leur paraîtraient nécessaires ou utiles.

L'assemblée est présidée par le président de la Société ou, en son absence, par un directeur général. A défaut, l'assemblée désigne son président de séance.

Une feuille de présence est émarginée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président de séance (sauf en cas de décisions prises par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle).

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

17.4 Après chaque assemblée, il est dressé un procès-verbal de la réunion, qui est signé par le président de séance et/ou par tous les associés présents ou représentés.

17.5 En cas de délibération par voie de conférence téléphonique ou audiovisuelle, le président de séance établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance.

Le président de séance en adresse immédiatement une copie, par tout moyen, à chacun des associés, qui en retournent, par tout moyen, une copie signée au président, accompagnée, le cas échéant, du pouvoir des personnes mandatées pour les représenter lors de cette délibération.

17.6 En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés par le président à chacun d'entre eux par tout moyen.

Bestehen Wirtschaftsprüfer, so sind diese unter den gleichen Bedingungen wie die Gesellschafter einzuberufen oder über jeden Beschlussentwurf zu informieren, der sich aus einer von allen Gesellschaftern unterzeichneten Urkunde ergibt. Sie erhalten die gleichen Informationen wie die Gesellschafter und haben die Möglichkeit, alle Kommentare oder Anmerkungen zu machen, die sie für notwendig oder nützlich halten.

Den Vorsitz der Sitzung führt der Präsident der GESELLSCHAFT oder bei dessen Abwesenheit ein Generaldirektor. Andernfalls bestimmt die Versammlung ihren eigenen Vorsitzenden.

Eine Anwesenheitsliste wird von den Mitgliedern der Versammlung unterschrieben und vom Vorsitzenden beglaubigt (außer bei Beschlüssen, die per telefonischer oder audiovisueller Telekonferenz gefasst werden).

Es werden nur die Punkte der Tagesordnung besprochen, es sei denn, die Gesellschafter sind alle anwesend und beschließen einvernehmlich, über andere Punkte zu entscheiden.

17.4 Nach jeder Versammlung ist ein Protokoll zu erstellen, das vom Vorsitzenden und von allen anwesenden und/oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen ist.

17.5 Bei Versammlungen per telefonischer oder audiovisueller Telekonferenz fertigt der Vorsitzende eine Abschrift des Protokolls an, datiert und unterzeichnet sie.

Der Vorsitzende sendet unverzüglich eine Kopie an jeden der Gesellschafter, die eine unterschriebene Kopie an den Vorsitzenden zurücksenden, ggfls. zusammen mit der Vollmacht der Personen, die sie bei dieser Versammlung vertreten haben.

17.6 Im Falle einer schriftlichen Beratung (einschließlich per Fax oder elektronischer Übermittlung) werden der Text der Beschlüsse sowie die zur Information der Gesellschafter erforderlichen Unterlagen vom Präsidenten an jeden einzelnen Gesellschafter auf beliebigem Wege übermittelt.

Les associés disposent d'un délai, auquel il peut être renoncé par l'ensemble des associés, de huit (8) jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots « oui » ou « non ». La réponse est adressée à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie, e-mail avec accusé de lecture ou déposée par l'associé au siège social contre décharge par le président de la Société. En l'absence de réponse d'un ou plusieurs associés à l'expiration de ce délai, ceux-ci sont considérés comme s'étant abstenus.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

17.7 Les procès-verbaux des décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont reportés sur un registre spécial, tenu conformément aux dispositions légales en vigueur.

17.8 Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par le président de la Société, l'un des directeurs généraux ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet par l'un d'eux.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un liquidateur seul.

Die Gesellschafter haben eine Frist von acht (8) Tagen ab Erhalt der Beschlussvorlagen, auf die alle Gesellschafter verzichten können, um ihr Votum schriftlich abzugeben, wobei das Votum für jeden Beschluss durch die Worte "Ja" oder "Nein" formuliert wird. Die Antwort wird der GESELLSCHAFT per Einschreiben mit Rückschein, per Fax, per E-Mail mit Lesebestätigung zugesandt oder vom Gesellschafter am Sitz der GESELLSCHAFT gegen Entlastung durch den Präsidenten der GESELLSCHAFT hinterlegt. Liegt nach Ablauf dieser Frist keine Antwort von einem oder mehreren Teilnehmern vor, so gilt dies als Enthaltung.

Das Ergebnis der schriftlichen Beratung ist in einem Protokoll festzuhalten, das vom Präsidenten zu unterzeichnen ist. Im Protokoll wird die Antwort jedes Gesellschafters erwähnt. Gehen die Stimmen aller Gesellschafter vor Ablauf der genannten Frist ein, so gilt der betreffende Beschluss als am Tag des Eingangs der letzten Stimme abgestimmt.

17.7 Die Protokolle der Gesellschafterbeschlüsse, ungeachtet der Art und Weise, werden in einem gemäß den geltenden Rechtsvorschriften speziellen geführten Register festgehalten.

17.8 Kopien oder Auszüge aus den Protokollen werden vom Präsidenten der GESELLSCHAFT, einem der Generaldirektoren oder von einem von ihnen zu diesem Zweck bevollmächtigten Vertreter rechtsgültig beglaubigt.

Während der Liquidation der GESELLSCHAFT werden sie von einem einzigen Liquidator gültig beglaubigt.

Article 18 – Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Artikel 18 – Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Article 19 – Comptes annuels – Affectation des résultats – Perte des capitaux propres

- 19.1 A la clôture de chaque exercice, le président de la Société établit et arrête le bilan, le compte de résultat et, le cas échéant, l'annexe, conformément à la loi.

Le président établit, le cas échéant, conformément aux dispositions légales et réglementaires, un rapport de gestion.

Les comptes de l'exercice écoulé et, le cas échéant, le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé et le ou les rapports du commissaire aux comptes, sont soumis chaque année à l'approbation des associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prorogation, dans le délai fixé, en cas de pluralité d'associés, par ceux-ci, ou, en présence d'un associé unique, par décision de justice.

S'il existe un commissaire aux comptes, les comptes annuels et, le cas échéant, le rapport de gestion sont tenus, au siège social, à la disposition du commissaire aux comptes, dans un délai raisonnable avant la convocation des associés appelés à statuer sur les comptes annuels de la Société.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également approuvés par les associés dans ce délai.

Si l'associé unique personne physique exerce lui-même la présidence, il est dispensé de l'obligation d'établir le rapport de gestion dans les conditions prévues par le Code de commerce. Il peut, en outre, se contenter de déposer au greffe les documents prévus par la loi, ce dépôt valant alors approbation des comptes.

Artikel 19 – Jahresabschluss – Verwendung der Ergebnisse – Verlust des Eigenkapitals

- 19.1 Zum Zeitpunkt der Beendigung eines jeden Geschäftsjahrs erstellt und schließt der Präsident der GESELLSCHAFT die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung und ggfls. den Anhang zum Jahresabschluss in Übereinstimmung mit dem Gesetz.

Der Präsident erstellt ggfls. den Lagebericht entsprechend den gesetzlichen und regulatorischen Vorschriften.

Der Jahresabschluss des abgelaufenen Geschäftsjahrs und ggfls. der Lagebericht über die Situation der GESELLSCHAFT in dem abgelaufenen Geschäftsjahr sowie den oder die Berichte des Wirtschaftsprüfers sind den Gesellschaftern jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ablauf des Geschäftsjahrs zur Genehmigung vorzulegen oder – im Falle einer Verlängerung – innerhalb der Frist, die im Falle mehrerer Gesellschafter von diesen festgelegt wird oder im Falle eines Alleingesellschafters gerichtlich festgesetzt wird.

Wurde ein Wirtschaftsprüfer bestellt, so sind der Jahresabschluss und ggfls. der Lagebericht dem Wirtschaftsprüfer innerhalb einer angemessenen Frist vor der Einberufung der zur Abstimmung über den Jahresabschluss der GESELLSCHAFT berufenen Gesellschafter am Sitz der GESELLSCHAFT zur Verfügung zu stellen.

Sollten konsolidierte Abschlüsse erstellt werden, werden diese ebenfalls von den Gesellschaftern in der genannten Frist genehmigt.

Sollte der Alleingesellschafter, natürliche Person, selbst die Präsidentschaft durchführen, so ist sie von der Verpflichtung einen Lagebericht zu den im frz. Handelsgesetzbuch festgelegten Bestimmungen zu erstellen, befreit. Sie kann zudem entscheiden die im Gesetz vorgesehenen Dokumente beim

zuständigen Gericht zu hinterlegen. Diese Hinterlegung gilt dann als Feststellung des Jahresabschlusses.

19.2 Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des Statuts et augmenté du report bénéficiaire, les associés déterminent, sur proposition du président, toutes sommes qu'ils jugent convenables de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou être affectées à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, dont ils règlent l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, peut être attribué aux associés à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent, après constatation de l'existence de réserves à leur disposition, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur ces réserves. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

19.3 Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par la loi, le président de la Société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure prévue par la loi s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. La décision est publiée.

19.2 Nach Genehmigung des Jahresabschlusses und Feststellung des Bestehens eines auszuschüttenden Gewinns, welcher aus dem Gewinn des Geschäftsjahres, abzüglich der vorherigen Verluste und der in Gesetz oder satzungsmäßig in die Rücklagen einzustellenden Beträge, erhöht um die Gewinnvorräte, besteht, bestimmen die Gesellschafter auf Vorschlag des Präsidenten alle Beträge, die sie von diesem Gewinn abziehen möchten, um diese auf das nächste Geschäftsjahr vorzutragen oder den allgemeinen oder speziellen Rücklagen zuzuweisen, deren Zuweisung oder Verwendung die Gesellschafter regeln.

Der Überschuss, falls vorhanden, kann von den Gesellschaftern im Rahmen von Dividenden erfasst werden.

Zudem können die Gesellschafter, nachdem festgestellt worden ist, dass sie über Rücklagen verfügen, die Ausschüttung der von den Rücklagen abgezogenen Summen entscheiden. In diesem Fall nennt der Beschluss ausdrücklich die Rücklageposten, von denen die Summen abgezogen werden.

Jedoch wird die Dividende vorrangig vom auszuschüttenden Gewinn des Geschäftsjahres abgezogen.

Die zur Verteilung beschlossenen Beträge werden unter den Gesellschaftern im Verhältnis zur Anzahl ihrer AKTIEN verteilt.

19.3 Sollten die festgestellten Verluste in den buchhalterischen Dokumenten das Eigenkapital zu dem im Gesetz vorgesehenen Anteil antasten, so muss der Präsident der GESELLSCHAFT in der festgesetzten Frist das in dieser Situation anwendbare und gesetzlich vorgeschriebene Verfahren verfolgen und, zuallererst einen Gesellschafterbeschluss hervorrufen, um zu entscheiden, ob die GESELLSCHAFT vorzeitig aufgelöst werden soll. Der Beschluss wird veröffentlicht.

Article 20 – Dissolution – Liquidation

- 20.1 La Société est dissoute, même en l'absence de pertes, à l'expiration du terme fixé par les Statuts, sauf prorogation, ou de façon anticipée par décision des associés.

La dissolution n'est opposable aux tiers qu'à compter de l'accomplissement des formalités de publicité au registre du commerce et des sociétés.

- 20.2 A l'expiration de la durée de la Société ou en cas de dissolution anticipée, la Société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par la loi, dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots « société en liquidation ».

Le ou les liquidateurs, qu'ils soient associés ou non, sont nommés par la décision qui prononce la dissolution et règle le régime de la liquidation. Cette nomination met fin aux fonctions du président de la Société et des directeurs généraux, et le cas échéant, à celles des commissaires aux comptes. Les associés gardent les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale.

L'actif net, après remboursement du nominal des titres de capital, est attribué aux associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 21 – Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des Statuts, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

Artikel 20 – Auflösung – Liquidation

- 20.1 Die GESELLSCHAFT löst sich auf, selbst wenn keine Verluste zu verzeichnen sind, sofern sie nicht verlängert wird, mit Ablauf der in der SATZUNG festgelegten Dauer oder vorzeitig, aus einem Gesellschafterbeschluss.

Die Auflösung ist gegenüber Dritten wirksam, sobald die Veröffentlichungs- und Hinterlegungsformalitäten beim zuständigen Gericht erfüllt worden sind.

- 20.2 Ab dem Zeitpunkt des Ablaufes der Dauer der GESELLSCHAFT oder im Falle ihrer vorzeitigen Auflösung, befindet sich die GESELLSCHAFT in Liquidation, ausgenommen von den gesetzlich vorgeschriebenen Fällen. Der Name der GESELLSCHAFT muss demnach von dem Vermerk gefolgt werden "*société en liquidation*" (Gesellschaft in Liquidation).

Der oder die Liquidatoren, unabhängig davon, ob sie Gesellschafter sind oder nicht, werden durch den Beschluss, der die Auflösung beschließt und die Liquidation regelt, ernannt. Diese Ernennung beendet die Funktionen des Präsidenten der GESELLSCHAFT und der Generaldirektoren sowie ggfls. des Wirtschaftsprüfers. Die Gesellschafter behalten alle Befugnisse, die sie während des gesellschaftlichen Lebens haben, bei.

Das Netto-Aktiva wird, nach Erstattung des Nominalwertes der Kapitalanteile, den Gesellschaftern im Verhältnis zu der Anzahl der von ihnen gehaltenen AKTIEN zugewiesen.

Artikel 21 – Rechtsstreitigkeiten

Alle Rechtsstreitigkeiten, die während der Dauer der GESELLSCHAFT oder anlässlich ihrer Liquidation zwischen den Gesellschaftern, bzw. zwischen der GESELLSCHAFT und den Gesellschaftern bezüglich der Sozialangelegenheiten oder der Ausführung dieser SATZUNG auftreten könnten, werden vor den zuständigen Gerichten des

Gesellschaftssitzes verhandelt.

Article 22 – Langue

Les Statuts sont rédigés en langue française et en langue allemande. En cas de différend, la langue française fera foi.

Artikel 22 – Sprache

Diese SATZUNG ist in französischer und in deutscher Sprache abgeschlossen. Bei Streitigkeiten wird die französische Sprache rechtsgültig sein.

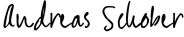
Certificate Of Completion

Envelope Id: 0BC40E7232B8459B9A974EB3989E1FD6	Status: Completed
Subject: Group #17421 for room #51059	
Source Envelope:	
Document Pages: 88	Signatures: 15
Certificate Pages: 2	Initials: 2
AutoNav: Enabled	Envelope Originator:
Envelopeld Stamping: Enabled	Clostd
Time Zone: (UTC+01:00) Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris	168 rue saint denis paris 75002
	Paris, 75002
	contact@clostd.fr
	IP Address: 35.180.20.159

Record Tracking

Status: Original	Holder: Clostd	Location: DocuSign
17-Oct-2024 10:37	contact@clostd.fr	

Signer Events	Signature	Timestamp
---------------	-----------	-----------

Andreas Schober		Sent: 17-Oct-2024 10:38
andreas.schober@wagner.de		Viewed: 17-Oct-2024 10:39
Security Level:		Signed: 17-Oct-2024 10:40
.Password		
ID: 4efc2554-0a4c-4f49-96dc-9e79e1f736eb	Signature Adoption: Pre-selected Style	
17-Oct-2024 10:39, Digital Certificate	Using IP Address: 84.14.116.27	

Signature Provider Details:

Signature Type: DocuSign Protect & Sign (Client ID: DDE5E85D-4085-40B6-8785-DA3CCD16D81E)	Signature Provider Location: https://ps-ws.dsf.docu
Signature Issuer: DocuSign Cloud Signing CA - S11	gn.net/ds-server/s/noauth/psm/tsp/sign

Authentication: SMS (+4917661495339)

Electronic Record and Signature Disclosure:

Not Offered via DocuSign

Jérôme Ménard		Sent: 17-Oct-2024 10:38
j.menard@afi-solutions.fr		Viewed: 17-Oct-2024 10:41
Security Level:		Signed: 17-Oct-2024 10:42
.Password		
ID: 8843dcf6-9ebe-431d-95df-f930074de13b	Signature Adoption: Pre-selected Style	
17-Oct-2024 10:41, Digital Certificate	Using IP Address: 84.14.116.27	

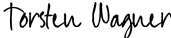
Signature Provider Details:

Signature Type: DocuSign Protect & Sign (Client ID: DDE5E85D-4085-40B6-8785-DA3CCD16D81E)	Signature Provider Location: https://ps-ws.dsf.docu
Signature Issuer: DocuSign Cloud Signing CA - S11	gn.net/ds-server/s/noauth/psm/tsp/sign

Authentication: SMS (+33687715967)

Electronic Record and Signature Disclosure:

Not Offered via DocuSign

Torsten Wagner		Sent: 17-Oct-2024 10:38
torsten.wagner@wagner.de		Viewed: 17-Oct-2024 10:39
Security Level:		Signed: 17-Oct-2024 10:41
.Password		
ID: fed2d0b2-0094-4472-9a68-bf46c79e0caf	Signature Adoption: Pre-selected Style	
17-Oct-2024 10:39, Digital Certificate	Using IP Address: 84.14.116.27	

Signature Provider Details:

Signature Type: DocuSign Protect & Sign (Client ID: DDE5E85D-4085-40B6-8785-DA3CCD16D81E)	Signature Provider Location: https://ps-ws.dsf.docu
Signature Issuer: DocuSign Cloud Signing CA - S11	gn.net/ds-server/s/noauth/psm/tsp/sign

Authentication: SMS (+491724332221)

Electronic Record and Signature Disclosure:

Not Offered via DocuSign

In Person Signer Events	Signature	Timestamp
Editor Delivery Events	Status	Timestamp
Agent Delivery Events	Status	Timestamp
Intermediary Delivery Events	Status	Timestamp
Certified Delivery Events	Status	Timestamp
Carbon Copy Events	Status	Timestamp
Witness Events	Signature	Timestamp
Notary Events	Signature	Timestamp
Envelope Summary Events	Status	Timestamps
Envelope Sent	Hashed/Encrypted	17-Oct-2024 10:38
Certified Delivered	Security Checked	17-Oct-2024 10:39
Signing Complete	Security Checked	17-Oct-2024 10:41
Completed	Security Checked	17-Oct-2024 10:42
Payment Events	Status	Timestamps